

Numéro 6 - 25 février 2017

**Sur les questions importantes de la guerre et la paix**

**Les peuples ont le droit de délibérer de toutes les affaires qui affectent leur vie**



**Sur les questions importantes de la guerre et la paix**

- Les peuples ont le droit de délibérer de toutes les affaires qui affectent leur vie

**Rencontres sur la sécurité et la défense**

- Actions militantes en Allemagne pour dire non à l'OTAN
- Vigoureux piquet devant le Conseil canadien pour les Amériques à Toronto
- Des appels au réarmement de l'Allemagne et de l'Europe
- L'Allemagne veut devenir le porteur du flambeau de l'Occident - *german-foreign-policy.com*
- Les ministres de la Défense de l'OTAN en faveur de l'augmentation des dépenses de guerre
- Les ministres des Affaires étrangères du G20 discutent des préoccupations des grandes puissances

## Provocations contre Cuba et le Venezuela

- **Cuba pose un geste décisif**
- **Déclaration du ministère des Affaires extérieures de Cuba**
- **Bas les pattes du Venezuela! - Margaret Villamizar**

---

## Sur les questions importantes de la guerre et la paix

# Les peuples ont le droit de délibérer de toutes les affaires qui affectent leur vie

Le problème le plus important aujourd'hui pour le peuple au Canada et aux États-Unis est comment forcer les gouvernants à rendre des comptes de leurs actes. Nulle part ce problème n'est-t-il plus grave que sur les questions de la guerre et de la paix.

Ce mois-ci a été témoin d'une résistance militante aux plans de guerre des grandes puissances lors rencontres internationales de haut niveau ont eu lieu en Europe et ailleurs, dont celles des ministres de la Défense des pays de l'OTAN à Bruxelles; celle des ministres des Affaires étrangères des pays du G-20 à Bonn; la Conférence sur la sécurité à Munich; et à Toronto une réunion du Conseil canadien pour les Amériques qui représentent de grands intérêts financiers.

Ces réunions ont lieu dans le contexte de rivalités croissantes pour le contrôle de l'Europe et la domination de l'Asie, les grandes puissances cherchant à tirer avantage du changement de situation suite à l'élection de l'administration Trump aux États-Unis. Avec son recours aux pouvoirs de police, tel qu'exprimé par ses décrets présidentiels, ses déclarations, ses menaces et ses provocations, le président Donald Trump est en train de tester jusqu'à quel point il peut faire sauter les limites de la constitution américaine au pays et du droit international établi après la Deuxième Guerre mondiale à l'étranger. Les impérialistes américains demandent par exemple aux pays membres de l'OTAN d'accroître rapidement leur production de guerre et leurs dépenses militaires pour atteindre les cibles qu'ils ont eux-mêmes fixées en 2015. Le gouvernement libéral de Justin Trudeau conspire avec les États-Unis sur tous les fronts tout en professant le libéralisme et l'humanitarisme impérialistes pour jeter un voile sur les préparatifs de guerre au nom de l'impérialisme américain.



D'autres membres de l'OTAN ont aussi exprimé leur appui au réarmement et à l'augmentation des dépenses militaires et signalé leur appui à l'Allemagne dans son désir de prendre le contrôle de l'Europe. Cela a pour effet de justifier l'établissement des pouvoirs de police comme méthode principale de gouvernance aux États-Unis, au Canada et en Europe et la destruction de la primauté

du droit à l'échelle internationale. La collusion et la rivalité pour le contrôle de l'Europe et la domination de l'Asie accroissent constamment le danger de guerre.

Le recours de l'élite dominante aux rencontres internationales pour faire avancer ses intérêts et l'interprétation officielle de ces rencontres par les représentants d'État et les médias monopolisés servent à priver les peuples d'une conception du monde à partir de laquelle régler les problèmes d'une manière qui leur est bénéfique plutôt que de servir les impérialistes. Elle le fait en les privant du droit de délibérer des questions de la guerre et de la paix. Ce sont eux qui subissent les conséquences des décisions qui sont prises en secret au nom de l'intérêt national, de la sécurité nationale, des droits humains et de la démocratie. Ils ont le droit d'exercer un contrôle sur les affaires qui affectent leur vie.



Les Canadiens ont maintenant devant eux de clairs exemples des dangers qui sont causés par les délibérations sur la sécurité, la guerre et la paix qui se font dans leur dos et en dehors de leur contrôle. Ils sont alarmés d'apprendre que le gouvernement Trudeau a déjà négocié le déploiement d'agents des douanes américains en sol canadien, avec le pouvoir de détenir des Canadiens, promis aux États-Unis d'accroître la production de guerre au Canada, placé sous commandement américain les soldats canadiens en Lettonie et les forces spéciales en Irak et en

Syrie, et décidé de réexaminer la décision de 2005 de ne pas offrir le territoire du Canada au programme de défense antimissiles des États. Toutes ces décisions inacceptables sont prises en succession rapide depuis que l'administration Trump est en place. Cela montre l'urgence de résoudre le problème de comment rendre les gouvernants redevables.

Ce problème a été abordé dans les procès de Nuremberg, suite à la victoire contre le fascisme à la conclusion de la Deuxième Guerre mondiale. Les procès de Nuremberg ont déterminé que l'agression et les crimes contre la paix sont les plus grands crimes qu'on puisse commettre contre l'humanité. Or, au moment même où les peuples du monde, y compris l'Union soviétique, s'organisaient pour exiger des comptes à ceux qui avaient perpétré les plus grands crimes contre l'humanité, l'impérialisme américain commettait déjà l'agression. Il a surverti la définition de crimes contre la paix établie à Nuremberg, soit le fait de « projeter, préparer, déclencher ou poursuivre une guerre d'agression » et en 1948 il établissait l'alliance militaire agressive qu'est l'OTAN. Aujourd'hui, ces limites sont toujours plus repoussées par les menaces de l'administration Trump contre l'Iran, la République populaire démocratique de Corée, la République populaire de Chine et d'autres pays.

Le Parti marxiste-léniniste du Canada a lancé l'appel à faire du Canada une zone de paix et à établir un gouvernement antiguerre. Cela nécessite un processus politique qui le permette et qui parte de l'affirmation du droit des peuples de délibérer de questions aussi importantes. Cela comprend les relations entre les pays souverains et le recours à la force internationalement ainsi que le démantèlement des alliances militaires agressives que sont l'OTAN et NORAD et ne pas permettre les provocations contre des pays souverains, comme celles faites présentement contre le Venezuela et Cuba. Les peuples ont besoin de nouveaux arrangements pour tenir les gouvernants redevables.

La seule réponse que les peuples peuvent donner aux complots contre la paix qui sont ourdis au nom de l'intérêt national et de la sécurité est d'exercer leur droit de délibérer sur les questions de la guerre et de la paix et de priver les impérialistes de leur pouvoir de les priver de ce droit, comme une affaire de la plus haute importance.



## Rencontres sur la sécurité et la défense

# Actions militantes en Allemagne pour dire non à l'OTAN

## Grandes protestations contre la conférence de Munich



« La paix plutôt que l'OTAN — Non à la guerre ! »

Des milliers de personnes ont manifesté à Munich le 18 février pour protester contre la Conférence sur la sécurité, l'appartenance de l'Allemagne à l'OTAN et l'agression par l'OTAN. Les pancartes et bannières réclamaient le désarmement, y compris le retrait des armes nucléaires américaines du territoire allemand.

Les orateurs ont dénoncé les efforts des cercles dominants d'Allemagne pour réarmer l'Allemagne et utiliser l'Union européenne pour rivaliser militairement avec les États-Unis et les autres grandes puissances. Les manifestants ont également rejeté le mouvement de troupes de l'OTAN par l'Allemagne dans le cadre de la stratégie pour encercler la Russie.

Les pancartes et bannières dénonçaient l'impérialisme américain ainsi que toute participation de l'Allemagne et de l'Union européenne à la guerre et l'agression et exprimaient le désir de paix du peuple allemand et de relations pacifiques avec les autres pays, aux côtés de tous ceux qui réclament la même chose dans le monde.

L'attention a également été attirée sur la crise des réfugiés et sur la demande que l'Allemagne et l'UE n'excluent pas de réfugiés et qu'on mette fin à la crise en mettant fin aux guerres dirigées par les États-Unis. Les tentatives de blâmer les réfugiés pour les problèmes sociaux, de leur nier refuge et de les déporter ont été vertement rejetées. Les manifestants ont affirmé les droits de tous, y compris le droit des réfugiés à un emploi, au logement et à l'éducation.



« Sans justice il n'y a pas de paix »



« La guerre crée la pauvreté et le déplacement »



« Le haut commandement américain AFRICOM et EUCOM sont la mort dépêchée de Stuttgart »



« Pour une Europe sociale, pas une UE militarisée »



## Protestation contre le passage de soldats de l'OTAN en Allemagne

En janvier, les Allemands ont manifesté le long de la route empruntée par les groupes de l'OTAN pour traverser l'Allemagne en direction des frontières avec la Russie. Plus récemment, un convoi de 2000 chars d'assaut, de howitzers et autres véhicules militaires s'est rendu en Europe de l'Est en passant par Bremerhaven.





À Bremerhaven le 7 janvier 2017. Sur les pancartes : « Hors de l'OTAN », « Non à l'OTAN, oui à la paix », « ONU plutôt que l'OTAN », « Pas de coopération avec les fascistes ukrainiens », « Arrêtez les guerres de l'OTAN, arrêtez les fauteurs de guerre ».



## Vigoureux piquet devant le Conseil canadien pour les Amériques à Toronto



Des activistes du Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) ont tenu un piquet devant le symposium organisé par le Conseil canadien pour les Amériques (CCA) qui se proposait de discuter de « Stratégies pour une nouvelle Amérique du Nord ». Le CCA est un regroupement de monopoles du secteur privé et d'institutions financières du Canada qui travaillent en étroite collaboration avec des gouvernements à différents niveaux au Canada et dans les Amériques et les Caraïbes pour « stimuler l'expansion des intérêts commerciaux du Canada sur les marchés des

pays de la région ».

L'événement avait lieu au Fairmount Royal York Hotel et parmi ses orateurs principaux figuraient Brian Mulroney, ancien premier ministre du Canada et architecte de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA), et Chrystia Freeland, ministre des Affaires étrangères qui a été vertement dénoncée par les travailleurs de différents secteurs de l'économie canadienne pour s'être faite figure de proue de l'Accord économique et commercial global (AECG) avec l'Europe.

Le piquet a attiré l'attention des usagers du transport en commun sortant de la gare centrale située devant l'hôtel. Beaucoup ont exprimé leur appui au piquet et leur opposition à l'ALÉNA et à l'AECG. Des copies de l'édition du 18 février du *Marxiste-Léniniste* contenant l'article « [Un sommet des conceptions du monde impérialistes](#) », qui analyse la rencontre du 13 février entre le premier ministre Justin Trudeau et le président Donald Trump, ont été distribuées.



---

## Des appels au réarmement de l'Allemagne et de l'Europe

La 53e édition annuelle du Forum sur la sécurité Munich, réputé le plus grand rassemblement international de son genre, a eu lieu du 17 au 19 février.[1]

Le rapport du Forum de Munich publié avant la réunion porte le titre : « Post-vérité, post-Occident, post-ordre ? ». Wolfgang Ischinger, président du Forum et ancien ambassadeur allemand au Royaume-Uni et aux États-Unis, ainsi qu'ancien vice-ministre allemand aux Affaires étrangères, a expliqué que le thème reflète la préoccupation au sujet du déclin de la direction américaine sous la présidence Trump. Pour Ischinger et d'autres, face à cela l'Allemagne devrait augmenter son rôle dirigeant dans l'Union européenne et remplir le vide laissé par les États-Unis.

La chancelière allemande Angela Merkel et son ministre des Affaires étrangères Sigmar Gabriel y ont fait écho à la conférence. Selon un rapport du 20 février de *german-foreign-policy.com* :

« À la conférence de Munich sur la sécurité en fin de semaine dernière, le gouvernement allemand a assumé le rôle d'allié sur un pied d'égalité avec les États-Unis. La chancelière et plusieurs ministres allemands ont énoncé les conditions pour le maintien de la coopération avec le gouvernement américain tout en évoquant une 'Europe plus forte' qui, selon le ministre allemand des Affaires étrangères, pourrait se charger



« Désarmez-vous ! », « Cette conférence de la sécurité tue »

indépendamment de la réalité des crises et des guerres à l'extérieur des frontières de l'Union européenne. Des mesures de réarmement sont prises dans ce sens. La chancelière prévoit une augmentation annuelle de 8 % du budget militaire pendant que se poursuivent les discussions sur les armes nucléaires allemandes-européennes. Des observateurs parlent de la possibilité d'un partage de l'influence de la Force de frappe (nucléaire française) par un financement conjoint des arsenaux nucléaires français. Berlin s'appuie toujours sur l'alliance avec Washington, du moins pour l'instant, parce que le réarmement et l'accès aux armes nucléaires prennent du temps. »

Tout en s'engageant à augmenter les dépenses militaires de l'Allemagne, Merkel et son ministre ont dit que leurs autres initiatives, comme l'accueil de réfugiés de Syrie et d'autres pays, doivent être considérées comme une contribution de l'Allemagne en tant que pays membre de l'OTAN. Pour atteindre l'objectif de financement militaire de 2 % du PIB, l'Allemagne devra dépenser 25 milliards d'euros de plus au cours des prochaines années. La chancelière a réaffirmé l'engagement de l'Allemagne envers l'atteinte de cet objectif mais dit qu'il n'est pas réaliste d'avoir un échéancier si serré. Son ministre Gabriel a fait remarquer que l'Allemagne dépense déjà entre 30 et 40 millions d'euros par année pour loger les réfugiés provenant de Syrie, d'Irak et d'Afghanistan « qui inondent notre pays parce que les interventions militaires d'il y a quelques années ont horriblement mal tourné. Si nous accueillons ces réfugiés, les intégrons et les empêchons de se rendre dans d'autres parties du monde en tant que combattants étrangers, cela doit aussi faire partie du débat que nous avons ».



**« L'OTAN doit disparaître pour que nous puissions trouver la paix ! »**

militaires, il a dit : « Le président des États-Unis s'attend à ce que nos alliés gardent leur parole, respectent leur engagement, et pour la plupart d'entre eux cela veut dire que le temps est venu de

En même temps, l'allocution du vice-président américain Mike Pence à la conférence le 18 février aurait signalé aux participants que les États-Unis continueront de diriger l'OTAN et l'Europe des monopoles. Certains, dont le ministre britannique des Affaires étrangères, appellent les membres de l'OTAN en Europe à serrer les rangs autour des États-Unis et à prendre des mesures pour accroître le soutien à leur leadership dans le monde. Pence a dit :

« Le président m'a demandé d'être ici aujourd'hui pour transmettre un message, l'assurance que les États-Unis soutiennent fermement l'OTAN et que nous n'hésiterons pas dans notre engagement envers cette alliance transatlantique. [...] Comme vous maintenez votre confiance en nous, sous la présidence Trump nous allons toujours garder notre confiance en vous... Les destinées des États-Unis et de l'Europe sont liées. Vos luttes sont nos luttes. Vos succès nos succès. Et au bout du compte, nous marchons ensemble vers l'avenir. »

En référence à la demande des États-Unis concernant l'augmentation des dépenses

faire plus. »

L'effort du Canada pour concilier son soutien total à la politique étrangère américaine sous Trump avec l'humanitarisme impérialiste néolibéral qu'il épouse était évident dans la remarque de la ministre des Affaires étrangères Chrystia Freeland : « Notre pays continue d'être un ardent défenseur des droits de la personne et de l'état de droit. La conférence sur la sécurité de Munich sera une occasion inestimable pour le Canada de renforcer ses alliances de longue date. »

Le 16 février, le premier ministre Trudeau a également loué l'approche de l'administration Trump dans des remarques au Parlement de l'Union européenne à Strasbourg en France. « Ce que j'ai vu du président américain est un effort pour accomplir des choses pour les gens qui l'ont soutenu et qui croient en lui, tout en démontrant que de bonnes relations avec ses voisins sont un excellent moyen de faire les choses », a déclaré Trudeau. Il a dit que c'est un « exemple positif qui va bénéficier à tout le monde ».

### **La promotion du réarmement comme solution**

Malgré des différences dans l'évaluation du leadership américain et du leadership allemand, tous disent que la solution au problème est le réarmement allemand et des augmentations massives des dépenses en défense des pays de l'OTAN.

Le 21 février, la ministre de la Défense de l'Allemagne, Ursula von der Leyen, a annoncé une augmentation prochaine des forces armées allemandes d'environ 10 %, pour passer de 178 000 soldats à 198 000 d'ici 2024. Le premier jour de la conférence de Munich elle a dit : « Nous sommes conscients que nous devons assumer une plus grande part du fardeau de la sécurité transatlantique. Nous voulons grandir, nous voulons le faire en tant qu'Européens. »

Le 16 février, la ministre a dit : « Nous Européens, nous Allemands, devons faire plus pour notre propre sécurité. Nous devons investir plus. Ce n'est pas juste que les Américains contribuent deux fois plus que tous les Européens pris ensemble. » Elle a dit que la politique étrangère de l'Allemagne peut être soutenue « seulement si nous investissons toujours plus dans la Bundeswehr ».

D'histoire récente, des soldats allemands ont été déployés en Afghanistan, en Irak, au Kosovo, au Liban, en Lituanie, au Mali, au Soudan du Sud, au Soudan, en Syrie, en Turquie et en Ouzbékistan, ainsi qu'en Méditerranée et dans l'océan Indien. La Bundeswehr comprend aussi des brigades déployées dans les pays de l'OTAN plus petits, comme les Pays-Bas, la République tchèque et la Roumanie. Cela ferait partie des préparatifs pour l'intégration d'une union militaire



**« L'OTAN n'a pas de raison d'être  
et doit partir ! »**

européenne.

Le président du Forum, Wolfgang Ischinger, a déclaré dans un entretien avec le quotidien allemand *Handelsblatt* : « L'accord précédent était que le projet de l'UE doit être protégé et que l'OTAN est le bouclier. » Selon lui l'UE doit maintenant « parler d'une seule voix et doit être plus capable d'agir militairement ». Il a en outre appelé à la création d'une union de défense et de sécurité au sein de l'UE et à la « mise en commun et au partage » des armes entre les États membres de l'UE. Ischinger a suggéré que la politique étrangère et les décisions de sécurité devraient être prises à la majorité des voix des pays de l'UE.

Un article du 1er février de *Handelsblatt* indique : « L'Allemagne s'arme de nouveau, avec le soutien de tous les partis du courant dominant - une nouveauté dans l'histoire d'après-guerre du pays. Pourtant, en dépit de tous ces chiffres nets, il y a un nombre qui se profile sur l'armée allemande plus que tout autre : 2 %. »

« Si le président américain Donald Trump réussit, l'Allemagne devrait consacrer 20 milliards supplémentaires par an à ses forces armées. Malgré l'élan de l'an dernier, le budget de la défense du pays ne représente actuellement que 1,2 % de son produit intérieur brut -- loin des 2 % que les 28 membres de l'OTAN se sont engagés à atteindre d'ici 2024. »<sup>[2]</sup>

## **Rivalité dans les cercles dominants américains**

Le secrétaire américain à la Défense Mattis, dans ses remarques du 17 février à la conférence, a déclaré que le « lien transatlantique demeure notre plus puissant rempart contre l'instabilité et la violence. » Il a dit que l'OTAN existe pour protéger le « mode de vie » de ses États membres. Mattis a déclaré que le président Trump avait « appuyé pleinement l'OTAN et croit au besoin de l'OTAN de s'adapter à la situation stratégique d'aujourd'hui pour qu'elle reste crédible, capable et pertinente », selon un rapport du département de la Défense.

Soulignant l'argument non seulement des grandes puissances, mais des milieux dirigeants des États-Unis, John McCain, le chef républicain du Comité des services armés du Sénat des États-Unis, a également pris la parole le premier jour de la conférence. Il a commencé en déclarant : « Tous les Américains ne comprennent pas le rôle absolument vital que l'Allemagne et son honorable chancelière, la chancelière Merkel, jouent à la défense de l'idée et de la conscience de l'Occident. Mais pour tous ceux qui comprennent, laissez-moi vous dire merci. »

« La période sans précédent de sécurité et de prospérité que nous avons connue depuis sept décennies n'est pas par hasard. Elle a eu lieu non seulement en raison de l'attrait de nos valeurs, mais parce que nous les avons soutenues avec notre pouvoir et avons persévéré dans leur défense », a dit McCain. Le plus alarmant, a-t-il dit, est « l'impression que beaucoup de nos gens, y compris dans mon propre pays, abandonnent l'Occident ».

Contrastant les positions du vice-président et des secrétaires de département à celles énoncées par Trump, McCain a dit : « Je sais qu'il y a une grande préoccupation partout en Europe et dans le monde que l'Amérique s'apprête à déposer le manteau du leadership mondial. Je ne peux parler que pour moi-même, mais je ne crois pas que ce soit le message que vous entendrez de tous les dirigeants américains qui s'en soucient assez pour venir ici à Munich cette fin de semaine. Ce n'est pas le message que vous avez entendu aujourd'hui du secrétaire à la Défense Jim Mattis. Ce n'est pas le message que vous entendrez du vice-président Mike Pence. Ce n'est pas le message que vous entendrez du secrétaire du département de la Sécurité intérieure John Kelly. »

## Note

1. Parmi les participants il y avait le nouveau secrétaire général des Nations unies António Guterres, le président du Conseil européen Donald Tusk, le secrétaire général de l'OTAN Jens Stoltenberg et une délégation américaine incluant le vice-président Mike Pence, le secrétaire d'État Rex Tillerson et le secrétaire à la Défense James Mattis. La délégation canadienne comprenait la ministre des Affaires étrangères Chrystia Freeland et le ministre à la Défense Harjit Sajjan. Environ 450 personnes, décrites comme des « décideurs chevronnés » par Affaire mondiales Canada, y ont assisté.

2. Un éditorial de *Handelsblatt* par Donata Reidel daté du 16 février soutient que « L'amour de la paix des Allemands n'a pas été très honnête ces dernières décennies. En fait, le désarmement n'a été possible que dans la mesure où les États-Unis détenaient un parapluie militaire protecteur sur l'Europe. [...] Le souhait des partenaires de l'OTAN d'une plus grande implication allemande est pleinement justifié et nos partis politiques doivent convaincre leurs électeurs plus activement de cette nécessité. »

Reidel s'est plaint en disant : « Et bien que Berlin ait mis l'accent sur le réarmement depuis l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014, les Allemands continuent d'ignorer joyeusement la réalité. La majorité des Allemands rejettent l'augmentation des dépenses militaires, selon une nouvelle enquête de l'Institut Forsa, commandé par le magazine *Stern* et Pew Research Center avant le Forum de Munich sur les politiques de défense. Tandis que 70 % des Allemands conviennent que leur pays devrait "assumer une responsabilité internationale", ils considèrent que cela signifie construire des écoles et des puits dans des pays en développement et déchirés par la guerre, et non une intervention militaire. Seuls 38 % des répondants ont déclaré croire que l'armée allemande devrait s'engager dans plus de missions de combat contre le groupe extrémiste État islamique. Quelque 55 % se sont opposés à une augmentation des dépenses militaires que Berlin a promise à l'OTAN il y a trois ans. »

« Ce n'est plus juste une plaisanterie que les avions militaires allemands sont trop souvent incapables de voler, ou que les navires restent amarrés et que les soldats ne sont pas formés. Sauf pour les armes nucléaires, l'armée allemande doit rapidement correspondre aux capacités militaires des Britanniques et des Français », écrit Reidel.

(Photos : DFG-VK Würzburg, H.M. Vilsmeier, RT)



---

## L'Allemagne veut devenir le porteur du flambeau de l'Occident

- *german-foreign-policy.com* -

Dans les jours précédant la Conférence de Munich sur la sécurité, des spécialistes éminents de la politique étrangère allemande demandent à l'UE de se repositionner sur la scène mondiale et de remplacer les États-Unis comme le « porteur du flambeau » de l'Occident. Selon Wolfgang Ischinger, le président de la Conférence de Munich sur la sécurité, depuis le changement de gouvernement à Washington les États-Unis « ne peuvent plus être considérés comme le symbole du leadership politique et moral de l'Occident ». C'est donc à l'Europe « de compenser cette

perte ». La chancelière Angela Merkel tiendra un discours programmatique lors de la conférence de cette fin de semaine qui sera axé sur les rapports futurs entre l'Union européenne et les États-Unis. Dans la capitale allemande, en prévision de cette lutte imminente pour le pouvoir, l'UE est déjà avertie de ne pas se laisser déchirer par ses rivaux extérieurs. Le ministre adjoint des Affaires étrangères, Michael Roth, a mis en garde contre les « ententes spéciales » qui sont conclues entre les différents pays de l'UE et le nouveau gouvernement de Trump. Par exemple, si une cohérence suffisante permet des décisions à la majorité en politique étrangère, « nous, les Européens » pourrions devenir une « impressionnante puissance politique et militaire », a déclaré Ischinger.

## **L'ère post-occidentale**

Les appels au repositionnement de l'UE sur la scène mondiale ont été provoqués par les transformations profondes des structures globales du pouvoir, comme en témoigne le « Rapport sur la sécurité Munich 2017 » publié lundi [13 février]. Depuis 2015, les organisateurs de la Conférence de Munich sur la sécurité publient un rapport annuel pour accompagner leur événement et promouvoir des discussions politiques. Les auteurs rappellent l'essor continu de la Chine, une platitude qui depuis des années fait partie des discussions sur le développement de la politique internationale. Ils précisent également que l'influence de la Russie s'accroît. Il semble que l'intervention de Moscou en Syrie ait « réussi ».[1] Le gouvernement russe, en fait, a lancé un processus de paix en Syrie sans la participation de l'Occident.[2] Quel que soit son succès, il s'agit d'une violation directe de la domination de la politique mondiale par l'Occident depuis les années 1990 et des signes d'une évolution similaire apparaissent dans d'autres pays.[3] Le monde se tient « sur le seuil d'une ère post-occidentale dans laquelle les acteurs non-occidentaux façonnent des affaires internationales », indique le nouveau rapport sur la sécurité de Munich.[4]

## **Le modèle de profit de l'Allemagne**

Il y a aussi des incertitudes importantes en ce qui concerne les relations de Berlin avec le nouveau gouvernement américain et dans ces relations le rejet du libre-échange par le président Donald Trump occupe une place primordiale. Le libre-échange, en effet, est la base du maintien de l'essor de l'industrie de l'exportation allemande, auquel l'establishment allemand doit une grande partie de sa prospérité et de sa puissance. L'annonce par Trump d'une renégociation des accords de libre-échange ou de taxes à l'importation menace le modèle de profit de l'Allemagne qui repose sur son excédent commercial énorme au détriment de ses marchés.[5] Par conséquent, le gouvernement allemand n'exclut pas une guerre commerciale avec les États-Unis.[6] En même temps, l'Allemagne cherche à assumer le rôle de défenseur du libre-échange mondial - contre les États-Unis et dans l'espoir de réaliser un projet de longue date - pour s'élever sur la scène internationale à la « hauteur des yeux » de Washington.[7]

## **L' « anti-Trump »**

Dans ses relations publiques politiques, Berlin vante sa lutte en faveur du libre-échange comme étant une lutte pour les « valeurs libérales » - ce qui est grotesque quand on voit le refus mortel de l'UE d'accepter les réfugiés ou la coopération étroite avec les régimes répressifs comme les dictatures de la péninsule arabique. Cependant, cette entreprise de relations publique connaît du succès à cause de l'indignation internationale que provoque la politique raciste-chauvine du nouveau président américain. C'est l'attitude qu'a adoptée la chancelière Merkel dans ses premières déclarations suite à la victoire électorale de Donald Trump.[8] Wolfgang Ischinger, le président de la Conférence de Munich sur la sécurité, a exprimé un avis similaire. « Les

États-Unis, malheureusement, ne peuvent plus être considérés comme le symbole du leadership politique et moral de l'Occident », a-t-il déclaré la fin de semaine dernière.

« L'accession de Trump au pouvoir signifie la fin de l'Occident avec les États-Unis comme porteur de flambeau ». Il appartient désormais à l'Europe « de combler le vide pour que le rôle de modèle et d'exemple de l'Occident » sur des questions comme « les droits de la personne, la liberté, la dignité et le rôle de l'individu » ne soit pas complètement perdu.[9] Les médias allemands ont déjà commencé à donner au président élu Frank-Walter Steinmeier le rôle de l'« anti-Trump ».[10] Cela est remarquable compte tenu que l'ancien chef de la chancellerie a soutenu la complicité de l'Allemagne dans le programme d'enlèvements et de torture de suspects de la CIA.[11]

## **L'émancipation de l'UE**

Dans le même temps, Berlin - actuellement plus fort que jamais, sur le plan économique et en termes d'autorité politique - demande à l'UE de serrer davantage les rangs. Si l'Union européenne - dans la foulée de la signature du traité de Lisbonne - « avait été en mesure d'établir une union politique... sans crise, elle serait aujourd'hui une puissance efficace », dit Ischinger. Toutefois, malheureusement, elle se trouve plongée dans « une crise existentielle ». « C'est tellement mauvais qu'à Munich ( *lors de la conférence sur la sécurité, ndlr* ), certains membres de l'UE refusent de s'asseoir à la même tribune que tel ou tel autre représentant de l'UE »[12] bien qu'une « émancipation de l'UE » soit due depuis longtemps. « Nous devons mettre fin à ce particularisme maintenant - pas dans 20 ans », déclare Ischinger. Une transition vers « des décisions à la majorité en politique étrangère » est indispensable. Berlin n'a pas besoin de s'inquiéter. « Au cours des 20 dernières années, nous Allemands n'avons pratiquement jamais été défaits par un vote à la majorité lors de décisions concernant la politique étrangère de l'UE. » Toutefois, comme mesure de sauvegarde, « une disposition dérogatoire doit être adoptée pour les cas extrêmes. De telles dispositions sont possibles. » Pour rendre cela plus séduisant, Ischinger rajoute : « Avec une autorité décisionnelle en politique étrangère, nous autres Européens serions alors une puissance politique et militaire impressionnante. »

## **« Pas d'ententes ! »**

Face aux luttes imminentes pour le pouvoir, non seulement avec la Russie, mais également, du moins en partie, avec les États-Unis, Berlin et ses partisans à Bruxelles demandent à tous les membres de l'UE de maintenir leur unité contre toute forme de pressions extérieures. Au sujet d'offres potentielles de Washington, Michael Roth a déclaré : « Ce ne sera profitable pour personne en Europe si certains pays concluent des ententes particulières avec les États-Unis. »[13] Le Président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker cherche déjà à rallier les États membres contre la Grande-Bretagne. « Les Britanniques » n'auront que « peu de problème » à « diviser » l'Europe des 27, et ils « savent très bien comment s'y prendre à ce sujet », a soutenu Juncker dimanche dernier. « On promettra au pays A une chose, une autre au pays B et encore une autre au pays C, et au bout du compte aucun front européen ne sera formé. »[14]

## **La guerre de l'Union**

En même temps, Berlin prône avec détermination la militarisation complète de l'UE. Les préparatifs ont déjà été lancés l'été dernier.[15] Des mesures concrètes sont actuellement mises en oeuvre, tandis que d'autres sont en préparation.

## Notes

1. [Post-Truth, Post-West, Post-Order ? Munich Security Report 2017.](#)
2. Voir à ce sujet : [Aleppo, Mosul and the Hegemony and Keine Ordnungsmacht.](#)
3. Voir à ce sujet : [On the Brink of the Third Failure.](#)
4. [Post-Truth, Post-West, Post-Order ? Munich Security Report 2017.](#)
5. Voir à ce sujet : [Rekorde mit Risiken.](#)
6. Voir à ce sujet : [Transatlantic Trade War.](#)
7. Voir à ce sujet : [Auf Augenhöhe mit den USA, Von Mittel und Zweck et Weltpolitik nach Obama \(II\).](#)
8. Voir à ce sujet : [An Essential Part of the West et Ascending and Descending Powers.](#)
9. "Donald Trump macht mir Angst". [www.tagesspiegel.de](http://www.tagesspiegel.de) 11.02.2017.
10. Heribert Prantl: Der Anti-Trump. [www.sueddeutsche.de](http://www.sueddeutsche.de) 14.11.2017. Der Anti-Trump. [www.focus.de](http://www.focus.de) 10.02.2017.
11. Voir à ce sujet : [A President's Policy.](#)
12. Donald Trump macht mir Angst". [www.tagesspiegel.de](http://www.tagesspiegel.de) 11.02.2017.
13. "Die EU ist Opfer einer perfiden Diffamierungskampagne". [www.welt.de](http://www.welt.de) 13.02.2017.
14. "Die Briten werden die EU-Staaten auseinander dividieren". [www.deutschlandfunk.de](http://www.deutschlandfunk.de) 12.02.2017.
15. Voir à ce sujet : [The European War Union, Strategische Autonomie et The European War Union \(II\)](#) [german-foreign-policy.com](http://german-foreign-policy.com).

*(14 février 2017. Traduit de l'anglais par LML)*



---

## Les ministres de la Défense de l'OTAN appuient l'augmentation des dépenses de guerre

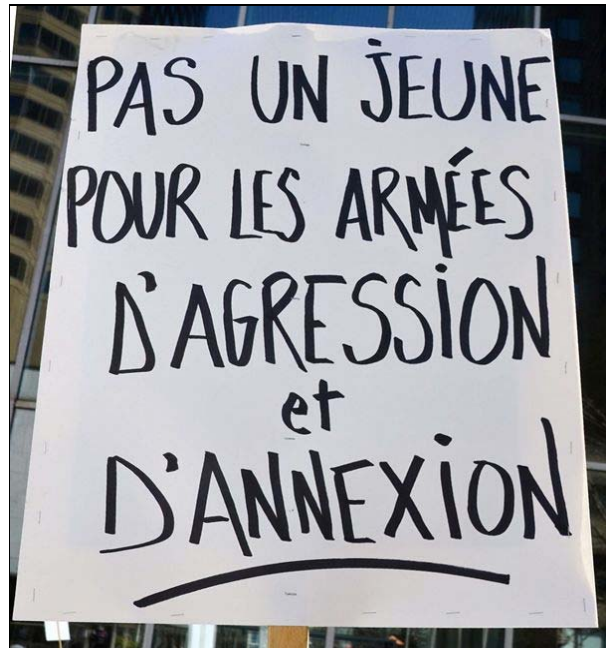
Le Conseil de l'Atlantique Nord, l'instance décisionnelle de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (l'OTAN), s'est réuni au siège social de l'OTAN à Bruxelles, en Belgique, les 15 et 16 février avec les pays membres représentés par leurs ministres de la Défense.

Le premier jour, le secrétaire général de l'OTAN Jens Stoltenberg a parlé des préparatifs de guerre et de la mobilisation militaire entrepris par l'OTAN depuis 2014 et son progrès dans l'atteinte des objectifs d'accroître les dépenses militaires des pays membres et de stationner des troupes à différents endroits pour encercler la Russie.

« Nous avons triplé le volume de la Force de réaction de l'OTAN à 40 000. Nous avons mis sur pied une Force conjointe de haute-alerte de 5 000 militaires, prête à passer à l'action en quelques jours. Nous avons aussi mis en place huit petits quartiers généraux dans la région orientale de notre alliance. Nous avons intensifié notre surveillance aérienne, nos formations et nos manoeuvres ainsi que notre présence maritime. Nous avons consolidé nos défenses cybernétiques. En ce moment même, nous déployons quatre groupements tactiques multinationaux dans les pays baltes et en Pologne.

« Nous avons commencé à appuyer la Coalition qui combat l'État islamique par le biais de notre surveillance aérienne AWACS. Nous avons mis sur pied un programme de renforcement des capacités en Irak, augmenté notre appui aux partenaires partout en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, et ouvert un centre régional au Koweït avec nos partenaires du Golfe.

« Nous avons déployé des navires dans la mer Égée afin d'aider à freiner le mouvement de migrants et de réfugiés. Nous avons établi un centre pour le sud à Naples et établi des forces complètes en appui à la Géorgie et à l'Ukraine. Nous continuons d'assurer une importante présence dans les Balkans de l'Ouest afin d'assurer la stabilité dans la région et nous travaillons encore plus étroitement avec l'Union européenne.



« En 2014, nous avons décidé de mettre fin aux réductions de dépenses de défense et de progressivement augmenter ces dépenses en favorisant des dépenses représentant 2 % du PNB pendant un période d'une décennie. Nous avons fait de bons progrès en ce sens. En 2015, nous avons mis fin aux réductions. En 2016, 22 alliés ont augmenté leur budget de défense. Les chiffres que nous avons publiés hier révèlent une remarquable augmentation de 3,8 % en Europe et au Canada en termes réels de dépense de défense. Cela se traduit par une augmentation de 10 milliards \$ US pour la défense. Mais il

reste encore beaucoup de chemin à parcourir. Seulement cinq alliés respectent notre directive de consacrer 2 % du PNB à la défense. Nous avons donc discuté de comment nous pouvons maintenir la dynamique positive qui prévaut et intensifier les efforts nationaux dans le but d'atteindre nos engagements, par le biais, par exemple, de plans nationaux et d'échéanciers pour assurer un progrès constant. »

Le 16 février, suite à la dernière journée de réunions, Stoltenberg a informé que l'OTAN avait aussi « décidé de deux mesures maritimes additionnelles : une présence navale accrue de l'OTAN dans la Mer Noire pour une formation améliorée, des manoeuvres et pour la connaissance

situationnelle, ainsi qu'une fonction de coordination maritime pour nos Forces navales permanentes qui opèrent avec les autres Forces alliées dans la région de la Mer Noire ».

## **Focus sur les dépenses militaires**

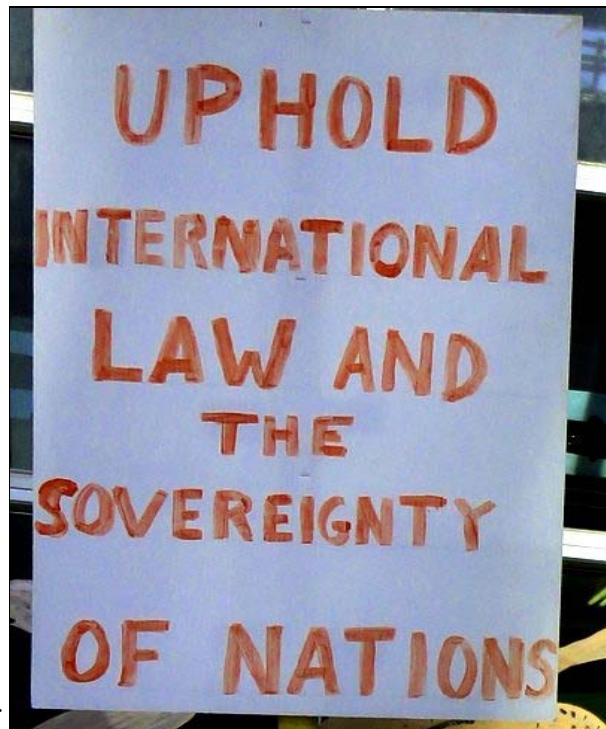
Un des principaux thèmes de la rencontre était la demande des États-Unis que les pays de l'OTAN consacrent au moins 2 % de leur PNB annuellement à leurs dépenses militaires.

Selon le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, le message qui se dégageait de la réunion en est un d'« unité transatlantique », une reconnaissance de « l'importance de se serrer les coudes et de se protéger les uns les autres » et « un puissant engagement des États-Unis envers l'OTAN ». Le secrétaire d'État à la Défense de la Grande-Bretagne, Michael Fallon, a dit aux médias : « Il n'y a aucune incertitude sur l'engagement de l'Amérique envers l'OTAN. »

Le secrétaire de la Défense des États-Unis, James Mattis, a affirmé que son gouvernement ne changerait rien à sa politique selon laquelle l'OTAN sert d'instrument pour défendre l'hégémonie américaine. « L'Alliance demeure un fondement essentiel des États-Unis et pour toute la communauté transatlantique dont l'unité n'a plus à faire ses preuves. Comme le président Trump l'a dit, son appui à l'OTAN est des plus fermes », a déclaré Mattis aux médias avant la tenue des réunions. Au sujet de l'imposition de dépenses militaires supplémentaires aux membres de l'OTAN, Mattis a dit : « C'est une simple question d'équité puisqu'il faut que tous ceux qui bénéficient de la meilleure défense au monde paient leur part de ce qu'il en coûte pour défendre la liberté. Et nous ne devons jamais perdre de vue qu'en dernier recours c'est bel et bien la liberté que nous défendons ici à l'OTAN. »

Mattis a proféré cette menace : « Si vos pays ne veulent pas que l'Amérique atténue son engagement envers l'Alliance, chacune de vos capitales doit concrétiser son appui à notre défense commune. Il n'est pas normal que les Américains se préoccupent de la sécurité à venir de vos enfants plus que vous ne le faites vous-mêmes. Je me dois d'être clair sur la réalité politique des États-Unis et de vous présenter en termes concrets la demande du peuple de mon pays. »

Jens Stoltenberg a pour sa part pris l'engagement que lorsque les dirigeants des pays de l'OTAN se réuniront en mai, ils agiraient de façon concrète pour augmenter leurs dépenses militaires. « C'est là la discussion que nous entamons aujourd'hui et il faut s'attendre à ce qu'elle se poursuive lors de la réunion des chefs d'État et des gouvernements à Bruxelles en mai. Notre objectif est de partager le fardeau de façon considérablement plus importante lorsque nous nous réunirons à Bruxelles en mai. »

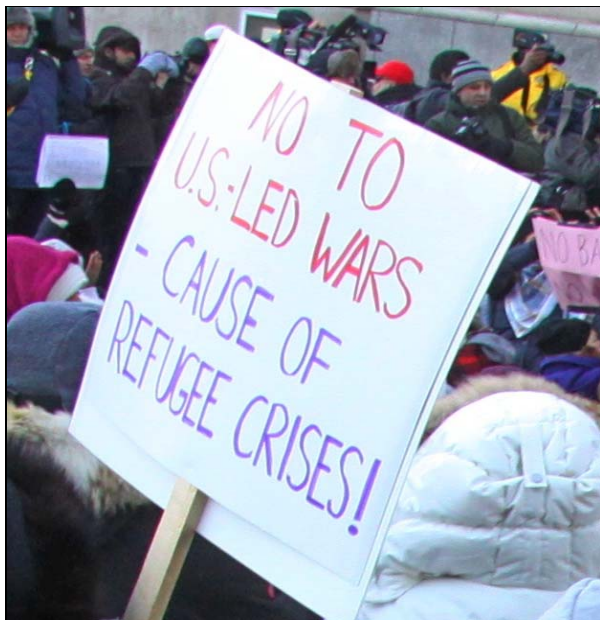


À la fin de la dernière journée des réunions du 16 février, Stoltenberg a dit que la position de Mattis « était appuyée par tous les alliés présents parce tous comprennent que la force de notre Alliance dépend directement du partage équitable du fardeau et d'une augmentation des dépenses

de défense de la part de ces alliés qui y consacrent moins de 2 % aujourd'hui. Le message du secrétaire Mattis reflète une réalité politique aux États-Unis et je pense que ce message a été entendu. C'est pourquoi je salue par exemple le Royaume-Uni qui a respecté l'objectif de 2 %. Je salue aussi le fait qu'un nombre grandissant d'alliés augmentent maintenant leurs dépenses de défense et je suis confiant que des alliés tels la Roumanie, la Lituanie et la Lettonie vont très bientôt atteindre leur objectif de 2 %. »

## **Des initiatives qui ont comme cible les peuples du Moyen-Orient et d'Afrique**

Le 15 février, les ministres de la défense de l'OTAN ont aussi décidé de « créer un nouveau centre régional pour le Sud au Commandement conjoint des forces de l'OTAN à Naples ». On dit du centre qu'il sera « une des réponses de l'Alliance aux menaces provenant du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord ». Stoltenberg a affirmé que « près de 100 personnes travailleront au centre pour y mesurer les menaces potentielles et y travailleront avec des pays et des organisations partenaires ». Il a ajouté que le Centre assistera l'OTAN à « coordonner l'information touchant aux pays sources de crises tels la Libye et l'Irak et à confronter le terrorisme et d'autres défis posés par cette région ». On prétend que cette mesure est en fonction des critiques formulées par la nouvelle administration étasunienne à l'effet que l'OTAN doit jouer un rôle plus direct dans sa guerre contre le terrorisme.



« Le centre n'est qu'un volet de l'Encadrement de l'OTAN pour le Sud », a dit Stoltenberg. Un autre volet est le fait « d'améliorer nos planifications avancées et d'intensifier nos formations et nos manoeuvres afin de mieux mener des opérations dans la région si nécessaire, y compris avec la Force de réaction de l'OTAN. Bientôt, les drones de surveillance de l'OTAN en Sicile contribueront aussi à l'ensemble en nous aidant à prendre des décisions rapides et informées », a-t-il dit.

Depuis février 2016, l'OTAN joue un rôle dans l'interception et le refoulement de réfugiés qui se dirigent vers l'Europe par la mer d'Égée, ce que l'OTAN appelle ses « efforts pour arrêter le trafic illégal et la migration illégale » qui serait le produit « du conflit et de l'instabilité des

frontières sud de l'OTAN ». Le navire de guerre canadien *HMCS Fredericton* a été déployé au début de la mission de l'OTAN dans la mer Égée mais est depuis retourné au Canada. Le déploiement de drones de surveillance en Sicile servira aussi à cette fin.

Stoltenberg a aussi annoncé l'ouverture de l'« Initiative de coopération d'Istanbul (ICI) —Centre régional de l'OTAN » au Koweït en janvier. Il a dit que le centre « sera une excellente base favorisant la coopération améliorée et le renforcement des capacités de divers pays partenaires dans la région et que ce dernier est un outil important dans la lutte contre le terrorisme ». L'ICI fut lancé en 2004 lors de la réunion de l'OTAN en Turquie en tant qu'instrument de coopération entre l'OTAN et quatre monarchies du Golfe appuyées par les États-Unis, le Bahreïn, le Koweït, le Qatar et les Émirats arabes unis.

Lors de l'ouverture du centre au Koweït le 24 janvier, Stoltenberg a dit : « Des institutions de sécurité modernes et des forces locales bien formées sont nos meilleures armes dans la lutte contre l'extrémisme violent. » Il a indiqué qu'un des principaux objectifs du centre sera de faciliter l'intervention directe de l'OTAN en Irak. « L'OTAN a une longue tradition de travailler avec des partenaires afin de promouvoir la stabilité au-delà de nos frontières. Au cours de dernières années, nous avons formé des centaines d'officiers irakiens en Jordanie afin de mieux combattre l'État islamique. Nous étendons maintenant nos efforts de formation et de renforcement des capacités jusqu'en Irak même », a-t-il dit.

Pour clore le dernier jour de la réunion, Stoltenberg a annoncé que l'OTAN a l'intention de mener de nouvelles interventions en Libye suite à sa guerre brutale contre ce pays en 2011. Stoltenberg a informé que le représentant de l'une des factions qui luttent pour le contrôle de la Libye depuis que le gouvernement de ce pays a été renversé par l'OTAN a fait une « demande formelle » pour recevoir « les conseils et l'expertise de l'OTAN pour la mise en place d'institutions en matière de défense et de sécurité » et que « le Conseil de l'Atlantique Nord allait discuter de comment donner suite à cette demande le plus tôt possible ».



## Les ministres des Affaires étrangères du G20 discutent des préoccupations des grandes puissances



« La révolte contre le G20 est justifiée ! » et « G20 : la guerre fait des réfugiés »,  
à Bonn le 16 février 2017

Les pays membres du G20 se sont réunis au niveau des ministres des Affaires étrangères à Bonn en Allemagne les 16 et 17 février.[1] Des manifestations ont eu lieu à l'extérieur dénonçant l'utilisation de la réunion par les cercles dirigeants des grandes puissances pour prendre des décisions qui affectent les peuples du monde.

Une déclaration du 15 février par le ministre allemand des Affaires étrangères Sigmar Gabriel indique que : « La politique étrangère est, et doit être, plus que la gestion des crises. Il nous est bien conseillé de ne pas courir constamment d'un feu à l'autre pour éteindre les flammes. C'est la

raison pour laquelle il est si important que les 20 plus grands pays (économies) dans le monde se réunissent pour se pencher sur les causes des conflits et les options en matière de prévention et de résolution pacifiques des crises et des conflits. »

Tandis que l'ordre du jour annonçait une attention sur le programme de l'ONU pour le développement durable, la coopération avec l'Afrique, la prévention des crises et autres sujets, en fait les situations en Syrie et en Ukraine, les deux sites de controverse parmi les grandes puissances, ont occupé la plus grande partie de la discussion. En même temps, les États-Unis, le Japon et d'autres pays ont utilisé la réunion comme plateforme pour menacer la République populaire démocratique de Corée et dénoncer ses essais légitimes d'armement.



**« La guerre commence ici –  
la résistance aussi »**

Les ministres des Affaires étrangères des États-Unis, de France, d'Allemagne, de Grande-Bretagne et d'Arabie saoudite, des pays qui ont appelé à un changement de régime en Syrie et qui ont été exclus des récentes négociations de paix sur ce pays, se sont réunis le 17 février. Ils ont été rejoints par le ministre des Affaires étrangères de la Turquie, qui participe aux pourparlers de paix avec la Syrie, la Russie et l'Iran. Selon les reportages, les puissances discuteront de leur approche sur la question syrienne maintenant qu'il y a une nouvelle administration américaine en place et à la

lumière de la libération d'Alep par les Forces armées syriennes en décembre. Entre autres, il y a des spéculations à savoir si l'administration Trump enverra des troupes en Syrie ou si elle donnera suite à la menace d'établir des « zones sécuritaires » dans ce pays. Une autre série de discussions sur le conflit syrien se poursuivra à Genève en Suisse le 23 février.

La réunion du G20 a aussi vu les premières rencontres bilatérales entre le nouveau secrétaire d'État américain, l'ancien PDG d'Exxon Mobil Rex Tillerson, et ses homologues russe, chinois, britannique, français et allemand.

Après avoir rencontré le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov, Tillerson a déclaré : « Les États-Unis considéreront travailler avec la Russie là où nous pouvons trouver des zones de coopération pratique qui bénéficieront au peuple américain. Là où nous ne voyons pas d'accord, les États-Unis défendront les intérêts et les valeurs de l'Amérique et de ses alliés. Alors que nous cherchons de nouveaux points communs, nous attendons de la Russie qu'elle honore son engagement envers les accords de Minsk et travaille à désamorcer la violence en Ukraine. » Lavrov a qualifié la rencontre de « pragmatique » et déclaré aux médias que parmi les sujets discutés, il y avait l'Afghanistan, la Syrie et l'Ukraine et que « dès que les équipes du département d'État et des agences concernées sont formées, nous nous déclarons prêts à établir des contacts ».

L'utilisation de la réunion des ministres des Affaires étrangères du G20 pour s'ingérer dans les affaires souveraines de différents peuples a été illustrée par une déclaration conjointe des ministres des Affaires étrangères des États-Unis, du Japon et de la Corée du Sud émise lors de la réunion dénonçant la République populaire démocratique de Corée (RPDC). La déclaration appelle à une réponse hostile « encore plus forte » à l'exercice par la RPDC de son droit en tant que pays souverain de développer ses capacités de défense. Pendant ce temps, les ministres des Affaires étrangères de la Russie et de la Chine se sont réunis et ont appelé à la reprise des

pour parler sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne. Le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, a également déclaré à son homologue que la Chine et la Russie devaient se soutenir mutuellement au milieu de l'incertitude dans les relations internationales, selon les médias.

## Note

1. Le G20 se décrit comme « le forum central de la coopération internationale en matière financière et économique. » L'Allemagne, qui assume la présidence pour 2017, sera aussi hôte du Sommet des dirigeants du G20 en juillet. La rencontre des ministres des Affaires étrangères aura lieu à l'ancien siège du parlement de l'Allemagne de l'Ouest avant son déménagement à Berlin suite à l'annexion de l'Est.

Les membres du G20 sont : Afrique du Sud, Allemagne, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Brésil, Canada, Chine, États-Unis, France, Inde, Indonésie, Italie, Japon, République de Corée, Mexique, Russie, Royaume-Uni, Turquie et Union européenne.



---

## Provocations contre Cuba et le Venezuela

### Cuba pose un geste décisif

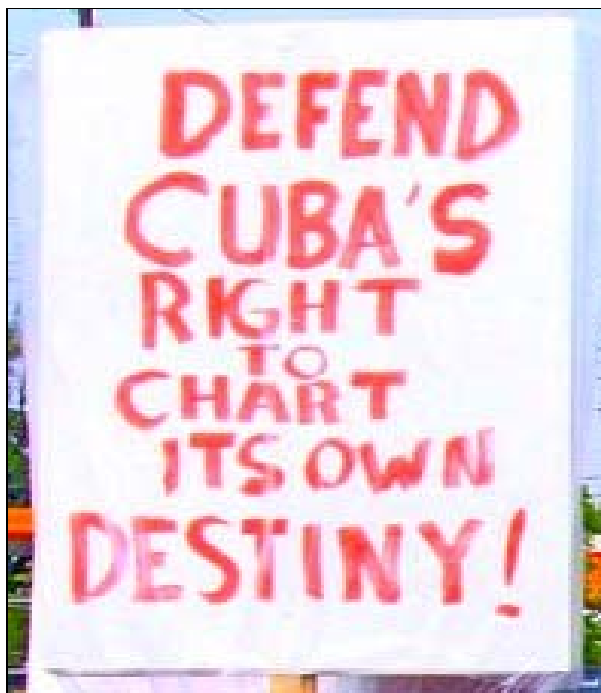
Le ministre des Affaires étrangères de Cuba a annoncé le 22 février qu'il a pris des mesures pour contrer une provocation anticubaine ourdie par le secrétaire général de l'Organisation des États américains (OÉA) dont le siège social est à Washington de connivence avec des mercenaires anticubains et leurs soutiens étrangers. Un groupe lié à l'OÉA appelé « Network of Youth for Democracy in Latin America » a annoncé son intention d'offrir, à La Havane, un prix à Luis Almagro, secrétaire général de l'OÉA, pour sa prétendue dévotion à la « défense de la démocratie » et son intervention dans des pays dits en crise dont « la démocratie est en déclin » en Amérique latine. Le prix qui devait être remis porte le nom d'un « dissident » anticubain décédé dont la fille préside le réseau en question à partir de Miami comme contribution à la campagne des États-Unis pour « une transition vers la démocratie » à Cuba.



*LML* dénonce les tentatives du secrétaire général de l'OÉA d'institutionnaliser, de connivence avec des ennemis de Cuba aux États-Unis, l'opposition à Cuba par l'entremise de l'OÉA, une organisation fondée dans le but explicite de faciliter la domination des États-Unis en Amérique latine et dans les Caraïbes. Malgré l'affirmation risible de M. Almagro qu'en exerçant ainsi sa souveraineté Cuba montre qu'elle « n'est pas prête pour un retour à l'OÉA », Cuba choisit de

défendre sa dignité et de ne pas abandonner sa souveraineté à ceux qui organisent des provocations en son sol. C'est plus que juste. De plus, le président cubain Raul Castro a affirmé à maintes reprises que Cuba ne se joindra jamais à l'OÉA et qu'elle ne reconnaît pas la légitimité.

Le secrétaire général de l'OÉA Luis Almagro est connu pour l'utilisation de ses fonctions pour s'ingérer dans les affaires de pays souverains qui refusent de se soumettre aux plans de l'impérialisme américain dans la région. En plus de ces tentatives grossières de provoquer Cuba, il poursuit son sale travail contre le Venezuela et son peuple en étroite relation avec les oligarques qui ont tenté maints coups d'État dans ce pays. C'est en plus d'avoir été vertement remis à sa place en juin 2016 pour avoir tenté de mobiliser des États membres de l'OÉA pour intervenir dans les affaires du Venezuela au nom de la « Charte démocratique interaméricaine ». Il a invoqué la clause de la charte qui autorise la suspension d'un pays membre en cas de violation de ce que la charte appelle les principes démocratiques. Lors d'une réunion extraordinaire convoquée par le Conseil permanent de l'OÉA le 1er juin les représentants de l'ensemble des 35 pays membres ont refusé de recevoir le rapport de 132 pages qu'il avait préparé ou de donner suite à sa proposition de punir le Venezuela. La réunion extraordinaire a plutôt adopté par consensus une résolution pressant le gouvernement et l'opposition au Venezuela à entreprendre un dialogue « dans le plein respect de la souveraineté du Venezuela ». Deux semaines plus tard, à l'Assemblée générale de l'OÉA à Saint-Dominique, malgré toutes les manoeuvres de coulisses des États-Unis et d'une poignée d'États membres sous leur influence, dont le Canada, les délégués ont voté à 19 contre 12 en appui à une requête du Venezuela que le Conseil permanent de l'OÉA se penche sur la conduite du secrétaire général et en particulier sur l'abus de ses fonctions et ses infractions aux statuts de l'organisation.



Pendant qu'il s'affairait à calomnier la République bolivarienne du Venezuela, Luis Almagro n'avait rien à dire au sujet du coup d'État des forces corrompues et détestées au Brésil contre la présidente Dilma Rousseff. Il ferme aussi les yeux sur la campagne de violence et d'assassinats qui se poursuit au Honduras, en Colombie et dans d'autres pays. Il n'avait rien à dire au sujet des décrets présidentiels de Donald Trump qui s'en prennent aux droits des immigrants, réfugiés et citoyens, dont de nombreux citoyens du Mexique et d'autres pays membres de l'OÉA.

L'impérialisme américain et ses instruments comme le secrétaire général de l'OÉA contestent les victoires des peuples d'Amérique latine et des Caraïbes et de leurs gouvernements, d'abord celles du peuple cubain mais aussi du

Venezuela, de la Bolivie, de l'Équateur, du Nicaragua et d'autres. La lutte du peuple pour des arrangements prosociaux pour affirmer leur souveraineté et leur unité dans l'action dans toute la région se poursuit malgré les vœux et les déclarations arrogantes des États-Unis et de leurs agents, malgré les promesses de l'administration Trump d'intensifier l'agression contre eux. À la lumière de cette nouvelle provocation d'instigation américaine, le Canada doit continuer de respecter le droit de Cuba de décider de ses propres affaires, comme il le fait depuis l'établissement de relations diplomatiques avec Cuba en 1945. Il doit renoncer à toute idée de

soutenir les activités illégitimes du secrétaire général de l'OÉA et des partisans du projet étasunien de changement de régime ou de « transition vers la démocratie » à Cuba.



## Déclaration du ministère des relations extérieures de Cuba



Ces dernières semaines, plusieurs médias internationaux se sont fait l'écho de l'intention du secrétaire général de l'Organisation des États américains (OÉA), Luis Almagro Lemes, de se rendre à La Havane afin de recevoir un « prix » inventé par un groupuscule illégal anticubain, qui opère avec la complicité de l'organisation d'extrême droite Fondation pour la démocratie panaméricaine, créée pendant les journées du 7e Sommet des Amériques, au Panama, afin de canaliser les efforts et les ressources contre les gouvernements légitimes et indépendants dans Notre Amérique.

Ce plan, ourdi au cours de plusieurs voyages entre Washington et d'autres capitales de la région, consistait à organiser à La Havane une provocation grave et ouverte contre le gouvernement cubain, provoquer une instabilité interne, ternir l'image internationale du pays et, en même temps, entraver la bonne marche des relations diplomatiques de Cuba avec d'autres États. Certains ont peut-être mal calculé, en pensant que Cuba allait sacrifier les essences aux apparences.

Plusieurs personnes se sont laissées entraîner dans cette aventure, dont le propre Almagro et certains autres personnages de droite, membres de la dénommée Initiative démocratique pour l'Espagne et les Amériques (IDEA), qui a également agi de façon agressive ces dernières années contre la République bolivarienne du Venezuela et d'autres pays aux gouvernements progressistes

et de gauche en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Cette tentative s'est effectuée avec la connivence et le soutien d'autres organisations dont les références anticubaines sont bien connues, comme le Centre démocratie et communauté, et le Centre d'études et de gestion pour le développement en Amérique latine (CADAL), ainsi que l'Institut interaméricain pour la démocratie, du terroriste et agent de la CIA, Carlos Alberto Montaner. Par ailleurs, depuis 2015, on a pu confirmer les liens entre ces groupes et la Fondation nationale pour la démocratie (*National Endowment for Democracy -- NED*), des États-Unis, qui reçoit des fonds du gouvernement de ce pays pour la mise en oeuvre de ses programmes subversifs contre Cuba.



Après avoir pris connaissance de ces plans, et faisant valoir les lois qui sous-tendent la souveraineté de la nation, le gouvernement cubain a décidé de refuser l'entrée sur son territoire des citoyens étrangers impliqués dans les faits décrits.

Dans un geste irréprochable de transparence et d'attachement aux principes qui régissent les relations diplomatiques entre les États, les autorités cubaines se sont mises en contact avec les gouvernements des pays d'où ces personnes devaient voyager et les ont informés, ont tenté de les dissuader et d'empêcher la commission de tels actes.

Comme le stipulent les réglementations de l'aviation civile internationale, les compagnies aériennes ont annulé les réservations de ces passagers après avoir appris qu'ils ne seraient pas les bienvenus. Quelques-uns ont été réembarqués. Certains ont cherché à manipuler les faits en fonction d'étroits intérêts politiques dans leur propre pays, face aux processus internes qui y ont lieu.

Comme n'ont pas manqué non plus les déclarations de défenseurs des faux persécutés, de partenaires d'anciennes dictatures et de politiciens au chômage prêts à s'allier avec de vulgaires mercenaires au service et à la solde d'intérêts étrangers, qui ne jouissent d'aucune reconnaissance à Cuba, vivent de calomnies insoutenables, se posent en victimes et agissent contre les intérêts du peuple cubain et du système politique, économique et social que celui-ci a choisi librement et qu'il est prêt à défendre avec héroïsme.

Concernant Almagro et l'OÉA, leurs déclarations et leurs actes ouvertement anticubains sont loin de nous surprendre. Depuis le court laps de temps qu'il est à la tête de cette organisation, il s'est distingué par ses efforts pour générer, sans aucun mandat des États membres, un programme ambitieux d'autopromotion avec des attaques contre des gouvernements progressistes comme le Venezuela, la Bolivie et l'Équateur.

Durant cette période, nous avons assisté à un redoublement des agressions impérialistes et oligarchiques contre l'intégration latino-américaine et contre les institutions démocratiques de

plusieurs pays. Cette offensive néolibérale a replongé des millions de Latino-Américains dans la pauvreté, des centaines de milliers ont perdu leur emploi, ont été forcés d'émigrer, ou ont été assassinés ou enlevés par les mafias et les trafiquants, alors que ne cessent de s'étendre les idées isolationnistes et protectionnistes, la dégradation environnementale, les déportations, la discrimination religieuse et raciale, l'insécurité et la répression brutale.

Où était l'OÉA, qui a toujours observé un silence complice face à ces réalités. Pourquoi se tait-elle ? Il faut être dérangé pour prétendre vendre aux Cubains les « *valeurs et les principes du système interaméricain* », face à la dure et antidémocratique réalité engendrée par ce même système. Il faut avoir la mémoire courte pour ne pas se souvenir qu'en février 1962, Cuba s'était dressée en solitaire contre ce « *sommet immoral* », comme l'avait qualifié Fidel dans la 2e Déclaration de La Havane. Cinquante-cinq ans plus tard et en compagnie de peuples et de gouvernements du monde entier, il est nécessaire de rappeler, comme l'a signalé le président Raul Castro, que Cuba ne retournera jamais à l'OÉA.

José Martí a averti que « *ni les peuples ni les hommes n'ont de respect pour quiconque ne se fait pas respecter [...] hommes et peuples vont de par le monde en enfonçant le doigt dans la chair d'autrui pour voir si elle est molle ou si elle résiste, et il faut durcir la chair pour chasser les doigts insolents* ».

À Cuba, nous n'oublions pas les leçons d'Histoire.

(22 février 2017)



---

## Bas les pattes du Venezuela!

- Margaret Villamizar -

L'administration Trump n'a pas tardé à intensifier la politique d'intervention dans les affaires souveraines de la République bolivarienne du Venezuela. Le 13 février, le Bureau du contrôle des avoirs étrangers (Office of Foreign Affairs Control -OFAC) [1] a déclaré le vice-président exécutif du pays, Tareck El Aissami, un « trafiquant de stupéfiants spécialement reconnu » en vertu de la *Loi sur la désignation des barons de la drogue étrangers (Kingpin Act)*. Il est malicieusement accusé avec un autre citoyen vénézuélien qui est désigné comme son « homme de main » de faire partie d'un réseau international de trafic de drogue et de blanchiment d'argent, et les deux sont soumis à des sanctions. Aucune preuve n'a été présentée pour aucune des allégations ni aucune mention d'actes d'accusation criminels.



Sur son site Web, l'OFAC indique que les Américains « se voient généralement interdire de

conclure des transactions ou de traiter autrement » avec ceux qu'il désigne en vertu du *Kingpin Act* et que tout bien ou entité qu'un particulier désigné peut avoir sous juridiction américaine est gelé.

Le président Nicolas Maduro a nommé Tareck El-Aissami au poste de vice-président exécutif de la République bolivarienne du Venezuela le 4 janvier et lui a assigné un certain nombre de fonctions importantes, y compris la direction d'une nouvelle unité gouvernementale de contre-coup. Il était auparavant gouverneur de l'État d'Aragua et de 2008 à 2012 il a été ministre de l'Intérieur dans le gouvernement de Hugo Chavez Frías. Le vice-président El Aissami est censé être le plus haut fonctionnaire étranger jamais ciblé en vertu du *Kingpin Act* des États-Unis.

Dans le cas où le président Maduro serait forcé de se retirer du pouvoir par un référendum de rappel avant la fin de son mandat actuel, dans moins de deux ans, la constitution du Venezuela exige que le vice-président remplisse le reste de son mandat jusqu'à la prochaine élection. Ce fut sans doute un facteur dans la décision des États-Unis d'agir maintenant contre Tareck El Aissami, peut-être dans l'espoir de se donner un « atout de négociation » lors de la « transition négociée vers un régime démocratique au Venezuela », a déclaré l'ancien pdg d'Exxon Mobil et secrétaire d'État, Rex Tillerson, lors des audiences confirmant son poste alors qu'il chercherait la coopération étroite avec « nos amis dans l'hémisphère, en particulier le Brésil et la Colombie, et une multitudes d'instances comme l'OÉA ».

### **Les sanctions d'un « coup politique » contre la démocratie du Venezuela**



Le gouvernement vénézuélien a immédiatement réfuté les accusations américaines et dénoncé les sanctions contre le vice-président en tant que « coup politique » contre les institutions démocratiques du Venezuela. Dans une déclaration du 14 février, il a fortement rejeté et condamné « les mesures arbitraires et extraterritoriales » prises par le gouvernement américain, affirmant que les sanctions étaient fondées sur des mensonges grotesques et cherchaient « à valider l'existence vulgaire et inadmissible d'une droite impériale qui accorde des pouvoirs de police spéciaux aux entités gouvernementales américaines ». Désigner le vice-président exécutif du pays comme un « trafiquant de drogue » et appliquer des sanctions contre lui représente une violation flagrante du droit international et des normes régissant les relations entre les nations et constitue un acte grave d'agression contre le Venezuela.

Delcy Rodriguez, la ministre du Pouvoir populaire pour les relations extérieures, a déclaré que les sanctions sont une tentative de détruire la confiance du peuple vénézuélien dans son gouvernement et de le discréditer à l'échelle internationale pour justifier un coup d'État et une intervention étrangère. Elle a également dénoncé le réseau CNN pour la « propagande belliciste » contre le Venezuela avec des reportages d'un soi-disant réseau de trafic de passeports vénézuéliens de son ambassade à Bagdad et accusant le vice-président El Aissami de soutenir des pays « liés au terrorisme international ». Tout un tapage a été fait par CNN et par certaines autres sources de médias appartenant à des monopoles à propos qu'El Aissami en tant que fils d'immigrants syriens

et libanais afin d'éveiller des soupçons quant à des « liens au terrorisme au Moyen-Orient ».

Le 14 février, Rodriguez a initié une plainte diplomatique et fait parvenir une lettre de protestation au chargé d'affaires des États-Unis au Venezuela, et a demandé que soit accordé au vice-président de la République le respect qui lui revient de droit. Elle a précisé que l'ambassade des États-Unis à Caracas et le chargé d'affaires même s'immisçaient directement dans les affaires du Venezuela en violation du code de la diplomatie et que cela devait cesser.

### **Le Venezuela est un chef de file dans la lutte contre le trafic de drogue**

Un rapport de l'agence de presse nationale vénézuélienne *Agencia Venezolana de Noticias* souligne l'hypocrisie flagrante des États-Unis qui tentent d'associer le gouvernement vénézuélien au trafic de drogue. Le rapport indique que depuis que la Drug Enforcement Administration (DEA) a été expulsée en 2005 pour être un front pour l'espionnage des États-Unis contre le Venezuela et le trafic de drogue, les États-Unis ont tenté de faire un lien entre le Venezuela et le trafic de drogue. Jusqu'au mois d'août 2016, le département du Trésor a également accusé l'actuel ministre des Relations intérieures, Justice et Paix, Nestor Reverol, de « collaborer » au trafic de drogue. De 2008 à 2010, Reverol a été le président du Bureau national antidrogue du Venezuela, une entité qui, avant l'expulsion de la DEA, opérait sous son contrôle, sans surveillance ni participation du gouvernement vénézuélien ou sans autorisation de ses agents antinarcoctiques.

Le gouvernement vénézuélien a souligné que depuis l'expulsion de la DEA du Venezuela en 2005 par le président Hugo Chavez, les réalisations du pays dans la lutte contre le trafic de drogue ont considérablement augmenté, ce qui lui a valu la reconnaissance de l'ONU comme l'un des six pays avec la plus grande confiscation de stupéfiants dans le monde et dont le territoire national est exempt de cultures illicites.

Le président Nicolas Maduro a qualifié la désignation et les sanctions imposées à Tareck El Aissami, d'acte illégal et vil, sans précédent, et a dit croire qu'il s'agisse d'un acte de revanche de certains membres des agences gouvernementales américaines qui ne l'ont pas aimé et qui ont été touchés par les puissants coups livrés au trafic des stupéfiants au Venezuela après l'expulsion de la DEA. Maduro a déclaré que tous les moyens juridiques, diplomatiques et politiques seront utilisés pour contrer les sanctions.

Tareck El Aissami a rejeté avec véhémence toutes les accusations des États-Unis et a déclaré qu'il les considérait comme une reconnaissance de leur part qu'il est un révolutionnaire anti-impérialiste.

### **Le contexte des actions de l'administration Trump**

La désignation du deuxième titulaire au plus haut poste au Venezuela en tant que « chef de file de la drogue » par l'administration Trump fait partie d'un effort croissant et concerté pour ouvrir la voie à une attaque globale contre le gouvernement vénézuélien. Cela s'est passé une semaine après que 34 membres républicains et démocrates du Congrès des États-Unis aient envoyé une lettre à Donald Trump demandant des sanctions accélérées contre le Venezuela et en particulier contre Tareck El Aissami. Cela survient après le dernier voyage à Washington du chef d'un parti d'opposition opposé au dialogue avec le gouvernement vénézuélien, qui a essayé à plusieurs reprises mais sans succès de gagner le peuple vénézuélien à ses méthodes violentes de coup. Pendant son séjour à Washington, Freddy Guevara, le coordinateur de Voluntad Popular et actuel premier vice-président de l'Assemblée Nationale contrôlée par l'opposition, a conspiré avec Luis

Almagro, secrétaire général de l'Organisation des États Américains (OÉA) et des représentants de l'administration Trump, pour définir les « prochaines étapes » pour un changement de régime au Venezuela.

Depuis qu'il a pris ses fonctions, Donald Trump a exprimé sa « préoccupation » au sujet du Venezuela et de la nécessité de répandre « la démocratie » dans l'hémisphère lors de conversations téléphoniques avec des présidents de gouvernements néolibéraux sous tutelle américaine en Amérique latine. Dans la transcription des entretiens entre le président Trump et le président Pedro Pablo Kuczynski du Pérou le 23 février, avant la rencontre bilatérale, Trump dit: « Nous avons un problème avec le Venezuela. Ils ne vont pas très bien. Alors nous allons parler de différentes choses. » La lecture de sa conversation du 12 février avec le président péruvien indique que Trump « a exprimé ses préoccupations au sujet de l'évolution de la situation humanitaire au Venezuela, y compris la situation humanitaire de ce pays » et que les deux ont discuté de « la nécessité de promouvoir la gouvernance démocratique dans l'hémisphère occidental ».

Une lecture de l'échange téléphonique entre le président américain et le président du Panama Juan Carlos Varela le 19 février révèle que « le président Trump et le président Varela ont également discuté du Venezuela, y compris de l'importance d'encourager le respect pour les normes et les processus démocratiques dans ce pays ».

Le 13 février, il a parlé avec le président Juan Manuel Santos de la Colombie, exprimant une fois de plus son « souci par rapport à la situation au Venezuela », les deux discutant de « l'importance de promouvoir le respect des institutions et des normes démocratiques dans l'hémisphère occidental ».

Trump a parlé plus d'une fois avec le président néolibéral argentin, Mauricio Macri. Une lecture de leur conversation du 16 février ne présage rien de bon puisque Trump aurait parlé du « rôle de leadership que pourrait jouer » le président Macri dans la région. Dans une déclaration de son propre cru, Macri a souligné qu'il a partagé avec Trump son « souci » au sujet du Venezuela. Le site argentin *Infobae* rapporte que Trump et Macri ont parlé du Venezuela et qu'il a été confirmé par des « sources officielles » que Trump a exprimé sa préoccupation pour « la crise humanitaire » au Venezuela et que lui et Macri se sont entendus sur « des stratégies régionales pour contenir la situation au Venezuela ».

Macri qui, depuis son arrivée au pouvoir en 2015, a subi la colère des Argentins pour avoir déchaîné une foule de mesures de privatisations et d'austérité néolibérales brutales alors que des accusations de fraude et de corruption se répandent à son sujet, a déclaré son empathie pour « les Vénézuéliens qui souffrent » et dit qu'il fallait une position ferme.

Le sale travail de Macri est allé au-delà d'une campagne de diffamation publique. Il a également été le principal instigateur d'une campagne récente de la soi-disant triple alliance de l'Argentine, du Brésil et du Paraguay pour essayer d'expulser le Venezuela du bloc commercial sud-américain Mercosur.[2] Les trois pays, rejoints par l'Uruguay, ont voté en décembre pour suspendre le Venezuela et l'empêcher de tenir la présidence tournante d'un an du Mercosur qui lui revenait d'emblée à la fin juillet, alléguant le « non-respect de ses obligations en tant que membre, y inclus les ententes économiques et sur les droits humains ».

Dans une victoire pour le Venezuela, applaudie par le gouvernement et les membres de l'opposition parlementaire, le 20 février, le conseil d'administration du Parlement du Mercosur (Parlasur) a rejeté à l'unanimité la suspension du pays du Mercosur comme étant illégitime,

déclarant qu'il n'y avait aucun fondement juridique pour cela, ce que le Venezuela a toujours maintenu. Les parlementaires ont affirmé que le Venezuela continuerait à exercer pleinement ses droits et ses responsabilités au Parlasur et à toutes ses commissions et qu'une proposition de résolution serait mise aux voix de tous ses membres lors de sa prochaine session plénière.

## **Obama a préparé le terrain**

Le gouvernement vénézuélien a déclaré qu'il était regrettable et très dangereux pour la bureaucratie américaine, « en collusion criminelle avec des éléments violents et extrêmes de l'opposition vénézuélienne, de diriger les relations de la nouvelle administration en perpétuant les erreurs historiques commises contre le Venezuela par l'ancien président Barack Obama ».

Mark Feierstein, qui a été conseiller à la sécurité nationale pour l'Amérique latine dans le gouvernement Obama, a qualifié les sanctions de « mesure plus que nécessaire pour intensifier la pression sur le régime vénézuélien et lui faire comprendre que les hauts fonctionnaires feront face aux conséquences s'ils continuent à se livrer à la corruption massive, à abuser des droits de l'homme et à démanteler la démocratie ».

Confirmant que le changement de régime a toujours été le but visé, même s'il n'a pas été accompli jusqu'à présent grâce à la résistance des Vénézuéliens et des peuples d'autres pays de la région qui rejettent les méthodes de coup d'État et les ingérences étrangères, Feierstein a déclaré : « Les sanctions en soi n'entraîneront pas une transition démocratique. Cela exigera de l'opposition vénézuélienne de mobiliser de nouveau ses partisans ainsi que les efforts diplomatiques américains pour rassembler les gouvernements dans la région pour isoler Maduro. »



L'un des derniers actes d'Obama avant de quitter ses fonctions le 20 janvier a été de prolonger pour la seconde fois son ordonnance du 9 mars 2015 déclarant « une urgence nationale à l'égard de la menace inhabituelle et extraordinaire à la sécurité nationale et à la politique étrangère des États-Unis posée par la situation au Venezuela ». Bien que le décret ne devait expirer qu'en mars 2017, un porte-parole du Conseil de la sécurité nationale aurait expliqué qu'Obama avait décidé de « renouveler toutes les urgences nationales » afin de garantir une « transition en douceur » pour l'administration Trump.

## **Inspirée par l'impérialisme, l'opposition pro-coup joue un rôle perfide**

Immédiatement après que l'administration Trump ait imposé ces nouvelles sanctions, l'Assemblée nationale du Venezuela, dominée par un bloc d'opposition pro-États-Unis, a annoncé la tenue de sa propre « enquête » sur les allégations américaines. À cette fin, il a mis en place une Commission spéciale constituée entièrement de législateurs de la coalition d'opposition MUD, dirigée par Freddy Guevara de Voluntad Popular, fraîchement revenu de ses visites à Washington et au Pérou dans le cadre de l'effort international concerté pour essayer d'isoler le gouvernement vénézuélien.

Guevara et Luis Florido, un autre membre du même parti nommé à la Commission spéciale pour enquêter sur le vice-président El Aissami, ont fait tous deux partie d'une délégation de trois

personnes qui se sont rendues au Canada l'année dernière pour tenter de trouver un appui à l'intervention internationale au Venezuela, basé sur des accusations frivoles et sans fondement et des mensonges ; ils ont parlé à deux comités parlementaires de l'existence d'une « crise humanitaire » et des « violations des droits humains » du gouvernement.

Le 15 février, Donald Trump a affiché une photo sur *Twitter* de lui-même et du vice-président Pence debout avec Lilian Tintori et le sénateur républicain de Floride, Marco Rubio pris dans le Bureau ovale après un dîner inopiné. Trump a tweeté que « le Venezuela devrait permettre à Leopoldo López, un prisonnier politique et mari de @liliantintori de sortir de prison immédiatement ».

López est le fondateur de Voluntad Popular et est faussement présenté comme un « prisonnier politique » purgeant une peine de 13 ans d'emprisonnement pour l'incitation à la violence découlant des actions violentes lancées par les forces pro-coup en 2014 avec l'intention de forcer « le départ » du président Maduro. Ces actes ont fait 43 morts et de nombreux blessés.

Les Canadiens doivent dénoncer sans équivoque l'ingérence continue des États-Unis dans les affaires du Venezuela pour y forcer un changement de régime. Ils doivent aussi dénoncer la complicité du Canada dans cette activité illégitime au nom de la « diplomatie » et du « souci des droits de l'homme au Venezuela ». Nous donnons notre plein appui au peuple vénézuélien et à son gouvernement bolivarien dans leurs efforts courageux pour maintenir leur droit de choisir leur propre système politique et économique et de faire avancer leur projet d'édification nationale face aux attaques de l'impérialisme et ses agents à l'intérieur du Venezuela et à l'échelle internationale.

## Notes

1. Selon son site Internet, « L'Office of Foreign Assets Control ('OFAC') du Département du Trésor américain administre et applique des sanctions économiques et commerciales fondées sur la politique étrangère et les objectifs de sécurité nationale des États-Unis contre des pays et régimes étrangers ciblés, des trafiquants internationaux de stupéfiants, des personnes engagées dans des activités liées à la prolifération des armes de destruction massive et d'autres menaces à la sécurité nationale, à la politique étrangère ou à l'économie des États-Unis. » Il est également l'agence qui administre le blocus économique, commercial et financier contre Cuba ainsi que les sanctions contre d'autres pays et individus.

2. L'Argentine, le Brésil, le Paraguay, l'Uruguay et le Venezuela sont membres du Mercosur, les quatre premiers étant membres fondateurs. Plusieurs autres pays sud-américains ont le statut de membres associés.

(Sources : AP, AFP, EFE, TeleSUR)

**Lisez Le Marxiste-Léniniste**

**Site web: [www.pccml.ca](http://www.pccml.ca) Courriel: [redaction@cpcml.ca](mailto:redaction@cpcml.ca)**